



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Loire**

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 St Etienne

St Etienne, le 26/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASSOCIATION CULTUELLE DES MUSULMANS DE MONTREYNAUD SAINT-ETIENNE

29 rue Charles Gounod
42100 Saint-Étienne

Code AIOT : 0003204397

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2024 dans l'établissement ASSOCIATION CULTUELLE DES MUSULMANS DE MONTREYNAUD SAINT-ETIENNE implanté 6, rue du Moulin Perrault 42100 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSOCIATION CULTUELLE DES MUSULMANS DE MONTREYNAUD SAINT-ETIENNE
- 6, rue du Moulin Perrault 42100 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0003204397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir temporaire d'agneaux est géré par l'Association Culturelle des Musulmans de Montreynaud - Saint Etienne (ACMMSE) pour une capacité maximale de 20 tonnes de poids carcasses par jour d'abattage.

Cet abattoir fonctionne sur 3 ou 4 jours pour un volume d'environ 1000 à 2000 agneaux (1050 en 2024).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétention	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.2.4	Demande d'action corrective	15 jours
6	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 10.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 4.3.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Rejets	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'abattoir temporaire est bien géré au quotidien mais les bilans annuels ne sont pas transmis. Une attention particulière doit être portée sur les contrôles périodiques et les auto-contrôles dont les résultats sont à adresser chaque année à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Le site ne détient aucune cuve de stockage de liquides inflammables types carburant. Tous les produits liquides utilisés par l'exploitant (produits de nettoyage et de désinfection) et dont les récipients ont une capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, seront stockés dans une armoire étanche et faisant rétention. La cuve de sang stockée à l'extérieur du bâtiment sera munie d'une rétention étanche et facilement lavable et désinfectable. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :
<p>La cuve de sang stockée à l'extérieur du bâtiment n'est pas muni d'une rétention étanche. Selon l'exploitant cette cuve est pourvue d'une double paroi. Le justificatif technique (attestation) de la présence de cette double paroi sera adressé à l'inspection.</p> <p>Pour autant en cas de fuite au niveau d'un raccord ou au niveau de la pompe de relevage, le sang pourrait s'écouler en direction d'une grille d'évacuation collective des eaux pluviales.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure écrite décrivant les actions à mettre en place en cas de déversement et notamment la mise en place d'un système d'obturation en sortie de la grille afin d'éviter toute pollution par le sang des eaux pluviales qui sont rejetées au milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées tous les 3 ans par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation électrique est vérifiée par Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées avant chaque campagne d'abattage par une personne compétente travaillant pour l'abattoir.</p> <p>Un registre doit permettre de consigner les dates et suites des interventions et vérifications effectuées sur l'installation électrique. Ce registre doit faire mention du nom, qualités et qualifications techniques de cette personne.</p> <p>Une copie de ce registre sera transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification périodique et maintenance des équipements L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par</p>

exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Une copie du registre mentionnant les vérifications périodiques et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place et les suites données à ces vérifications sera transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Une signalétique de présence d'un extincteur n'est pas en adéquation avec le positionnement physique de l'extincteur au niveau de la salle professionnelle contenant le tableau électrique. Le panneau est au dessus de la porte fermant à clé et l'extincteur est à l'intérieur de la pièce. Un extincteur est également manquant au niveau du couloir entre le local professionnelle mentionné ci-dessus et le local d'inspection des services de la DDPP (services vétérinaires). Le registre mentionnant les dates des vérifications et des suites éventuellement données aux vérifications périodiques de ces matériels sera mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejet des effluents, déchets et sous produits
Prescription contrôlée : L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant un dégrillage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Constats : L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant un dégrillage et un dégraissage. Le bac à graisse est vidangé par pompage après chaque campagne par une entreprise spécialisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans périodiques
Prescription contrôlée : 10.4.1. Bilan annuel d'exploitation L'exploitant adresse au Préfet, à la fin de chaque campagne d'abattage (4 jours par an), un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none"> • des utilisations d'eau ; quantité d'eau potable consommée et les éventuellement économies réalisées. • le contrôle annuel du disconnecteur • la transmission de la convention de rejet des eaux résiduaires dans la STEP de Saint-Chamond ainsi que la convention de reprise des déchets et sous-produits animaux contractualisée chaque année, • les opérations d'entretien de l'installation de prétraitement (bac à graisses) et les éventuelles interventions sur le réseau d'eaux résiduaires, • La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Article 10.4.2. Bilan annuel des épandages L'exploitant réalisera annuellement un bilan des opérations d'épandage; ce bilan est adressé aux préfets et agriculteurs concernés. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"> • les parcelles réceptrices ; • un bilan qualitatif et quantitatif des effluents et/ou déchets épandus ; • l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ; • les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ; • la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.
Constats : L'exploitant doit adressé à l'inspection un bilan annuel portant sur l'année précédente et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • le registre des relevés compteur d'eau consommée ; • le contrôle annuel du disconnecteur ; • la convention de reprise des déchets et sous-produits animaux contractualisée chaque année ; • les opérations d'entretien de l'installation de prétraitement (bac à graisses) et les éventuelles interventions sur le réseau d'eaux résiduaires ; • un bilan annuel des épandages (parcelles réceptrices, bilan qualitatif et quantitatif des effluents et/ou déchets épandus).
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Eaux résiduaires

Débit de référence	Rejet n°1
Maximal journalier en m3/j	112

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1
Concentration maximale (mg/l) (*)	Flux maximal journalier (Kg/j)	
MEST	1305	600
DCO	1314	2000
DBO5	1313	800
Phosphore (P) total	1350	50
Azote (N) total	1551	150
SEC	/	150
Cuivre et ses composés	1392	0,15
Zinc et ses composés	1383	0,8 (flux > 20g/j)

(*) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative).

Constats :

L'exploitant doit adresser à l'inspection le résultat des auto-contrôles effectués sur les rejets aqueux (en sortie de prétraitement et avant rejet dans le réseau d'assainissement communal). L'autosurveillance des rejets aqueux doit être mise en œuvre annuellement (sur la base d'échantillons réalisés dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations, par prélèvement sur 24 heures asservi au débit).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours